

L'Insee grec soupçonné d'avoir gonflé le déficit du pays

Le Monde.fr, 23 janvier 2013

Un scandale politico-financier de plus pour la Grèce. Le directeur ainsi que deux autres cadres de l'Institut national de la statistique en Grèce (Elstat) ont fait l'objet de l'ouverture d'une enquête judiciaire par le parquet d'Athènes, mardi 22 janvier. Ils sont soupçonnés d'avoir gonflé artificiellement les chiffres du déficit public de la Grèce pour l'année 2009.

Ancien statisticien au Fonds monétaire international (FMI), le patron d'Elstat, Andreas Georgiou – qui rejette ces accusations – a reçu le soutien de l'agence des statistiques de l'Union européenne (Eurostat), qui souligne que les calculs ont été faits selon les normes comptables européennes.

M. Georgiou avait justement été nommé à la tête d'Elstat en 2010 dans le but de lui redonner de la crédibilité, après que ses statisticiens ont été vertement critiqués pour avoir masqué les difficultés financières du pays qui l'ont conduit tout droit à la faillite.

JUSTIFIER LA CURE D'AUSTÉRITÉ

L'accusation s'appuie sur le témoignage d'une ancienne employée de l'institut, Zoe Georganta, professeure grecque de statistiques, licenciée en 2011 par l'ancien ministre des finances, Evangelos Vénizelos. Selon elle, l'objectif de cette manipulation était d'aboutir à un déficit record au sein de la zone euro, afin de choquer l'opinion publique et, ainsi, de justifier la cure d'austérité infligée par [la troïka](#) (UE-BCE-FMI), [explique](#) le quotidien britannique *Financial Times*. Certains médias, comme Reuters, évoquent un complot inspiré par l'Allemagne.

voir : [The Greek Deficit of 2009 Revisited](#), Zoe Georganta, 3 September 2012

L'ex-employée affirme que M. Georgiou a *"insisté pour faire entrer dans le déficit public de l'État les dettes des entreprises publiques de la péninsule hellénique"*, [précise](#) de son côté La Tribune.fr. Sans cette manipulation, à laquelle elle dit s'être opposée, *"le déficit public pour l'année 2009 ne dépassait pas 12,5 %, au lieu des 15,4 % annoncés, et aurait pu être aisément ramené en dessous des 10% à l'aide de mesures immédiates"*, rapporte encore le site.

M^{me} Georganta va même jusqu'à assurer que l'ancien gouvernement socialiste de Georges Papandréou ainsi que le ministre des finances de l'époque, Georges Papaconstantinou, avaient approuvé le maquillage – sans toutefois les accuser d'y avoir participé.